

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

*Paix – Travail – Patrie*

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**



## **RAPPORT REGIONAL DE PROGRES DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT**



### **REGION DU SUD-OUEST**

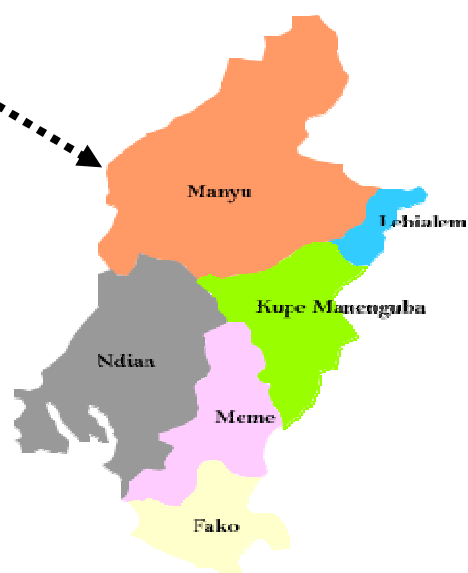


Sous la coordination de l'Institut National de la  
Statistique du Cameroun avec l'appui du PNUD

**Année 2010**



## CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REGION

**REGION DU SUD-OUEST****Superficie :** 25 410 km<sup>2</sup>**Population (2010) :** 1 384 286 hbts  
(estimation du 3<sup>e</sup> RGPH)**Chef lieu :** Buea**Nombre de départements :** 6**Nombre d'arrondissements :** 31**Nombre de communes :** 31**Villes importantes :** Kumba, Limbé, Tiko  
et Buea

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>APEE</b>	Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>CAMAIRCo</b>	Cameroon Airline Company
<b>CAMRAIL</b>	Cameroon Railway
<b>CAMTEL</b>	Cameroon Telecommunication
<b>CAMWATER</b>	Cameroon Water Utilities
<b>CDC</b>	Cameroon Development Corporation
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CNLS</b>	Comité National de Lutte contre le SIDA
<b>DSCE</b>	Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi
<b>DSRP</b>	Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
<b>ECAM</b>	Enquête Camerounaise auprès des Ménages
<b>EDS</b>	Enquête Démographique et de Santé
<b>EESI</b>	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Française d'Afrique
<b>FNE</b>	Fonds National de l'Emploi
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>KPDC</b>	Kribi Power Development Company
<b>MICS</b>	Multiple Indicators Cluster Survey (Enquête par grappes à Indicateurs Multiples)
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINEDUB</b>	Ministère de l'Education de Base
<b>MINESEC</b>	Ministère des Enseignements Secondaires
<b>MINESUP</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur
<b>MINSANTE</b>	Ministère de la Santé
<b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PDUE</b>	Projet de Développement Urbain et d'assainissement en Eau
<b>PEV</b>	Programme Elargi de Vaccination
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNLP</b>	Programme National de Lutte contre le Paludisme
<b>PNLS</b>	Programme National de Lutte contre le SIDA
<b>PNLT</b>	Programme National de Lutte contre la Tuberculose
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PPA</b>	Parité de Pouvoir d'Achat
<b>RGPH</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
<b>PPTÉ</b>	Pays Pauvre Très Endetté
<b>SIDA</b>	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
<b>SMIG</b>	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
<b>SSN</b>	Système Statistique National
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>UIT</b>	Union Internationale des Télécommunications
<b>UNFPA</b>	United Nations Fund for Populations Activities
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>VIH</b>	Virus d'Immunodéficience Humaine
<b>WC</b>	Water Closed

# SOMMAIRE

CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REGION.....	i
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	ii
LISTE DES PHOTOS .....	iv
LISTE DES GRAPHIQUES .....	iv
LISTE DES TABLEAUX .....	iv
<b>1. ....INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
1.1 Cadre de préparation.....	1
1.2 Méthodologie de collecte.....	i
1.3 Contraintes et difficultés .....	ii
<b>2. .... CONTEXTE</b>	<b>3</b>
2.1 Milieu physique .....	3
2.2 Organisation administrative .....	3
2.3 Caractéristiques socioéconomiques.....	3
2.4 Faits marquants de la région au cours des 24 derniers mois .....	4
<b>3. .... ANALYSE DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>6</b>
OBJECTIF 1 : ELIMINER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM.....	6
OBJECTIF 2 : ASSURER UNE EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS .....	10
OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES .....	12
OBJECTIF 4 : REDUIRE LA MORTALITE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS .....	14
OBJECTIF 5 : AMELIORER LA SANTE MATERNELLE .....	15
OBJECTIF 6 : COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES GRANDES MALADIES .....	16
OBJECTIF 7 : ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE .....	18
OBJECTIF 8 : METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT .....	21
<b>ANNEXES .....</b>	<b>22</b>
Annexe1 : Aperçu de la situation au regard du progrès vers la réalisation des OMD .....	22
Annexe2 : Récapitulatif des indicateurs .....	23
EQUIPE DE REDACTION .....	25

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1: Cascade de Metchie au pied du Mont Cameroun .....	3
Photo 2: Une plantation d'hévéa de la CDC .....	4
photo 3: un marché aux vivres de la région .....	6
photo 4: Journée des jeunes filles scientifiques.....	12
photo 5: Préparation des plants pour le reboisement .....	18
Photo 6: Utilisation du bois pour la cuisson .....	18

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale .....	7
Graphique 2: Proportion (%) d'actifs occupés (15-64 ans) vivant en dessous du seuil de pauvreté .....	7
Graphique 3: Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale .....	8
Graphique 4: Taux d'alphabétisation des 15-24 ans .....	10
Graphique 5: Taux d'alphabétisation des femmes (15-24 ans) par rapport aux hommes .....	12
Graphique 6: Proportion de femmes maires et adjointes aux maires en 2007-2012 .....	13
Graphique 7: Proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole .....	14
Graphique 8: Evolution du pourcentage des PVVS éligibles sous ARV (%) .....	16
Graphique 9: Pourcentage de cas de paludisme détectés parmi les patients consultés dans les formations sanitaires .....	17
Graphique 10 : Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes) .....	17
Graphique 11: Pourcentage de la population utilisant les combustibles solides .....	18
Graphique 12: proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs.....	19
Graphique 13: Taux de sous emploi global des jeunes de 15-24 ans.....	8

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (incidence) .....	6
Tableau 2 : Indice d'écart à la pauvreté (profondeur).....	6
Tableau 3 : Sévérité de la pauvreté (%).....	6
Tableau 4 : Taux d'emploi (en %) (15-64 ans) .....	7
Tableau 5 : Proportion (en %) de travailleurs pour propre compte et de travailleurs familiaux dans la population occupée (15-64 ans), femmes et hommes.....	8
Tableau 6 : Taux net global de scolarisation au primaire (6-11 ans fréquentant le primaire ou le secondaire) .....	10
Tableau 7 : Indice de parité filles/garçons (6-11 ans) dans l'enseignement primaire .....	12
Tableau 8 : Indice de parité filles/garçons (12- 18 ans) dans l'enseignement secondaire .....	12
Tableau 9 : Pourcentage des femmes 15-64 ans employées dans le secteur non agricole .....	13
Tableau 10 : Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national .....	13
Tableau 11 : Taux de mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans) ( en ‰).....	14
Tableau 12 : Proportion d'accouchements assistés par le personnel de santé qualifié .....	15
Tableau 13 : Evolution du taux de séropositivité du VIH/SIDA des femmes enceintes (%).....	16
Tableau 14 : Taux de mortalité due au paludisme des enfants de moins de 5 ans (%) .....	17
Tableau 15 : Incidence de la tuberculose (nouveaux cas TPM+) pour 100 000 personnes .....	17
Tableau 16 : Proportion des aires protégées pour préserver la biodiversité.....	18
Tableau 17 : Proportion de la population ayant accès à une eau potable de boisson .....	19
Tableau 18 : Proportion de la population ayant accès à des lieux d'aisance décent.....	19
Tableau 19 : Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans .....	8
Tableau 20 : Indicateurs d'accès aux TIC en 2007 .....	21



# 1. INTRODUCTION

## 1.1 Cadre de préparation

Après les rapports 2003 et 2008 portant sur l'évaluation des progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le Cameroun présente la troisième édition qui passe en revue les performances réalisées par le Gouvernement et ses partenaires au développement dans les principaux secteurs concernés.

Les acquis des précédents rapports ont été consolidés notamment le renforcement de la qualité des informations diffusées, le format général des tableaux, des graphiques et des photos, et enfin l'élaboration de 10 rapports régionaux dont les premières versions avaient été fortement appréciées par la communauté nationale et internationale. Par ailleurs, la liste réajustée des indicateurs a été contextualisée et alignée sur celle qui est retenue par l'Organisation des Nations Unies.

Dans le cadre de l'élaboration du présent rapport, les travaux se sont déroulés en cinq phases dont trois sous forme d'ateliers. Chacune des phases a bénéficié de la participation des représentants des administrations sectorielles. En l'occurrence celles du secteur rural, du secteur santé, du

secteur éducation, du secteur des TIC, du secteur économique, du secteur de la gouvernance et du secteur énergétique.

La première phase s'est déroulée du 22 au 25 juin 2010 et a permis d'atteindre trois objectifs importants dont : i) la validation de la méthodologie de l'étude, ii) la validation des outils de collecte et iii) la formation du personnel impliqué dans la collecte.

A l'issue de la phase 1, les opérations de collecte des données sur l'ensemble du territoire national se sont déroulées au cours du mois juillet 2010. L'atelier qui a suivi a permis d'exploiter les données collectées ainsi que des bases de données des enquêtes réalisées par l'Institut National de la Statistique. En outre, il a favorisé la production de la première version du rapport.

La quatrième phase de travail, qui a abouti à la finalisation du rapport national, s'est tenue à Mbalmayo du 08 au 10 septembre 2010.

La dernière phase s'est déroulée à Mbalmayo du 20 au 23 Octobre 2010 et a conduit à la rédaction et la validation du présent rapport.

## 1.2 Méthodologie de collecte

La mise à jour des indicateurs relatifs à l'analyse des progrès des OMD, s'est faite principalement à travers une collecte de terrain et une recherche documentaire. La fiche de collecte conçue à cet effet a été le document principal de travail.

Il s'est agi dans les régions de collecter auprès des administrations sectorielles, les informations non disponibles au niveau central de l'année la plus récente. Il a été procédé à une recherche documentaire dans les rapports et bases de données d'enquêtes disponibles ou en cours à l'INS et ailleurs. Les rapports et bases ayant fait l'objet d'une recherche sont : (i) les rapports ECAM (2 et 3) ; (ii) les rapports EDS (2 et 3) ; (iii) les bases de données du RGE (2009) ; de la MICS (2 et 3) et de l'EESI (2005). De même la publication récente des résultats du 3ème recensement général de la population et de

l'habitat en 2005 (RGPH 2005) et du recensement général des entreprises en 2009 (RGE 2009) a permis d'actualiser les informations sur la population et celles sur les entreprises.

Les annuaires statistiques élaborés par l'INS et certains ministères tels que le MINEDUB, le MINESEC, le MINADER ont aussi été exploités. Par ailleurs, d'autres données ont été collectées directement auprès de certaines structures disposant de l'information souhaitée à partir de la fiche de collecte conçue à cet effet.

La technique de collecte des données a consisté, pour chaque indicateur choisi, à considérer comme année de référence l'année la plus récente mentionnée dans le précédent rapport (Année 2008). Les informations collectées ont été complétées par les données

des années suivantes selon leur disponibilité. Cela a permis d'avoir une idée sur la dynamique

de développement du pays au regard des indicateurs et cibles des OMD.

### 1.3 Contraintes et difficultés

Les principales difficultés ont été relatives à la collecte et ont porté notamment sur :

- **Une sensibilisation insuffisante**

A l'arrivée des enquêteurs, plusieurs responsables n'étaient pas informés des objectifs de l'enquête et du travail qui devait être réalisé. A ce niveau, il a fallu s'armer de patience pour que les responsables concernés puissent réunir toutes les informations nécessaires devant permettre de renseigner la fiche de collecte.

- **L'absence de certains répondants**

Cette difficulté n'est pas la moindre et ne pouvait être intégrée dans la première. En effet, plusieurs équipes ont été confrontées à

l'absence de certains responsables en charge des questions statistiques. Ce fut notamment le cas des responsables du secteur de l'éducation qui, à cause des congés scolaires, étaient absents de leur poste de travail. Cette situation a entraîné la perte d'un certain détail d'information devant permettre de mieux analyser les résultats présentés.

- **La réticence de certains responsables**

Plusieurs responsables des administrations sectorielles, particulièrement dans les régions, n'ont pas encore intégré la nécessité des enquêtes statistiques, d'où une certaine méfiance exprimée à l'endroit des équipes de collecte.



## 2. CONTEXTE

### 2.1 Milieu physique

La région du Sud-Ouest du Cameroun s'étend sur une superficie d'à peu près 25 410 km<sup>2</sup>, qui représente environ les 5,43% de celle de l'ensemble du territoire. Elle est limitée au Nord par la région du Nord-Ouest, au Sud par l'océan atlantique, à l'Ouest par le Nigéria et à l'Est par la région du Littoral. La région est dominée par un climat équatorial à deux variantes (maritime et montagnarde). Le relief est constitué majoritairement de plateaux et de plaines. Il est surplombé par le mont Cameroun, deuxième sommet d'Afrique en altitude (4095m) et surnommé Char des dieux. La végétation est essentiellement formée des

forêts denses, marécageuses et de mangroves. Les principaux cours d'eau sont le Manyu, la Mémé et le Ndian.



Photo 1: Cascade de Metchie au pied du Mont Cameroun

### 2.2 Organisation administrative

La région du Sud-Ouest, dont le chef lieu est Buea, comporte six départements et 31 arrondissements. Les départements sont: la Manyu (4 arrondissements : Akwaya, Eyumojock, Mamfé et Upper-Bayang), le Ndian (10 arrondissements : Bamuso, Ekondo-Titi, Idabato, Isanguélé, Kombo-Abedimo, Kombo-Idinti, Dikome-Balue, Toko, Mbonge et Mudemba), le Fako (7 arrondissements : Buéa,

Limbé 1<sup>er</sup>, Limbé 2<sup>e</sup>, Limbé 3<sup>e</sup>, Muyuka, West-coast et Tiko), la Mémé (4 arrondissements : Konye, Kumba 1<sup>er</sup>, Kumba 2<sup>e</sup>, Kumba 3<sup>e</sup>), le Lebialem (3 arrondissements : Alou, Fontem et Wabane) et le Koupé-Manengouba (3 arrondissements : Bangem, Nguti et Tombel).

### 2.3 Caractéristiques socioéconomiques

La population du Sud-Ouest est estimée en 2010 d'après le 3<sup>ème</sup> RGPH à environ 1 384 286 habitants, soit à peu près 7,1% de la population nationale. La densité moyenne de la population est estimée à 54 habitants au km<sup>2</sup>. Cette population réside majoritairement en milieu rural. Certains arrondissements tels que Tiko, Limbé et Muyuka et le département du Lebialem, sont densément peuplés avec plus de 100 habitants au km<sup>2</sup>, alors que d'autres zones sont faiblement peuplées, avec moins de 15 habitants au km<sup>2</sup> (Mudemba dans le Ndian, Akwaya, Mamfé et Nguti).

La région du Sud-Ouest connaît une urbanisation modeste. Le département du Fako est celui qui est le plus urbanisé, avec plus de la moitié des villes de la région. La bonne organisation de ces villes constitue le socle de leur essor. Son ouverture sur la mer constitue aussi un sérieux atout.

La région du Sud-Ouest regorge de nombreuses ressources du sol et du sous-sol. Son sous-sol est principalement riche en pétrole, et son sol est propice à la création des plantations des cultures de rente telles que le palmier à huile, l'hévéa, le thé et la banane, et à la pratique

d'une gamme variée de cultures vivrières. Les ressources halieutiques sont également abondantes, principalement dans la presqu'île de Bakassi.



Photo 2: Une plantation d'hévéa de la CDC

L'économie de la région est portée par les cultures de rente dont les plantations appartiennent majoritairement aux sociétés Cameroon Development Corporation (CDC) et PAMOL, alors que l'exploitation et le raffinage du pétrole brut sont assurés par la SONARA.

Le tourisme est aussi une activité économique assez développée dans la région. En effet, le Sud-Ouest regorge de sites touristiques importants. On peut citer entre autres Le Mont Cameroun, les plages de sable volcanique de Limbé, le parc national de Korup, les chutes d'Ekombé, le lac de cratère de Barombi Mbo et le jardin botanique de Limbé. L'on peut aussi mentionner l'ascension du mont Cameroun baptisée « course de l'espoir », qui constitue un évènement touristique majeur annuel.

Kumba et Limbé sont les principales villes commerciales de la région. L'activité commerciale est favorisée par l'installation des banques, des établissements de micro finance et des compagnies d'assurance.

Du fait de son relief jonché de beaucoup d'obstacles naturels, le réseau routier est peu étendu (long de près de 3728km, soit 8,3% du réseau routier national).

En ce qui concerne les infrastructures sanitaires, la région accuse un retard énorme. Les infrastructures disponibles sont très inégalement réparties. Les quatre principales villes (Limbé, Buea, Tiko et Kumba) concentrent l'essentiel des personnels médicaux et paramédicaux, tandis que les départements du Lebiam, de la Manyu, du Ndian et du Koupé-Manengouba accusent un retard considérable.

Le même constat est fait dans le secteur éducatif où on note une inégale répartition des établissements scolaires. Les départements du Ndian, de la Manyu et du Koupé-Manengouba sont mal lotis.

L'essentiel des grandes écoles et universités se trouve à Buéa (l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications, l'annexe de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics, le centre de formation de la police, celui de la formation de l'administration des communes, l'Ecole des Traducteurs et Interprètes, l'Ecole d'Administration Pénitentiaire et une Université).

### 2.4 Faits marquants de la région au cours des 24 derniers mois

Au cours des 24 derniers mois, quelques faits importants ont été relevés dans la région du Sud-Ouest. Ils touchent les aspects politiques, économiques et sociaux et peuvent aider à mieux comprendre la situation des indicateurs des OMD dans la région. On note entre autres faits marquants :

- ✓ L'inauguration en octobre 2009 de la route Muea-Kumba par le Premier Ministre, chef du gouvernement;
- ✓ La nomination en février 2010 du premier Gouverneur de la Région du Sud-Ouest;
- ✓ L'incendie en février 2010 du marché de Tiko et de celui de Muea à Buéa;
- ✓ L'incendie des installations de pêche de Jabane et de Kumbo Amunji dans la zone de Bakassi ;
- ✓ L'appropriation du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi par les responsables de la région;

- ✓ La mise en place des organes déconcentrés de "Election du Cameroun" (ELECAM) ;
- ✓ Le lancement des travaux de construction du corridor Mamfé-Ekok-Abakaliki-Enugu par les ministres en charges des travaux publics du Cameroun et du Nigéria ;
- ✓ Le lancement en juin 2010 des travaux du projet d'électrification rurale à Ekombe-Bonji dans le département du Ndian par le Ministre de l'Energie et de l'Eau.

### 3. ANALYSE DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

#### OBJECTIF 1 : ELIMINER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM



photo 3: un marché aux vivres de la région

L'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim d'ici 2015 reste une préoccupation majeure au Cameroun. Dans sa nouvelle vision de développement consignée dans le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le gouvernement camerounais a prévu de s'appuyer sur la création d'emplois afin d'assurer une bonne redistribution des fruits de la croissance, en faveur de la réduction de la pauvreté.

**Cible 1.A : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,25 dollar PPA par jour**

*Cible nationale : Au Cameroun, il s'agit de réduire de moitié la proportion de la population dont les dépenses de consommation par équivalent adulte sont inférieures au seuil de la pauvreté défini par l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM)*

#### Situation et tendance

Dans la région du Sud-Ouest, le recul de la pauvreté a été assez perceptible entre 2001 et 2007, le taux de pauvreté étant passé de 33,8% à 27,5%. Cette tendance s'observe aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

Tableau 1 : Proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (incidence)

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
<b>Sud-Ouest</b>	10,5	6,9	43,5	33,7	33,8	27,5
<b>Cameroun</b>	17,9	12,2	52,1	55	40,2	39,9

Source : ECAM 2 & 3

L'on note cependant que cette diminution de la pauvreté est moins nette au niveau national, puisqu'elle est d'à peu près 0,3 points

En ce qui concerne la profondeur de la pauvreté, on relève qu'elle a sensiblement baissé dans la région. L'on note par ailleurs que cette diminution de la profondeur a été

plus prononcée en zone rurale, où l'indice a baissé de 5,7 contre 0,2 points en milieu urbain

Tableau 2 : Indice d'écart à la pauvreté (profondeur)

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
<b>Sud-Ouest</b>	1,4	1,2	14,3	8,6	10,5	6,9
<b>Cameroun</b>	4,3	2,8	17,3	17,5	12,8	12,3

Source : ECAM 2 & 3

Pour ce qui est des inégalités entre les pauvres (sévérité), celles-ci se sont réduites dans l'ensemble dans la région. Cependant, l'ampleur de ces inégalités est restée stable en zone urbaine entre 2001 et 2007, tandis qu'en milieu rural la population des pauvres s'est fortement homogénéisée.

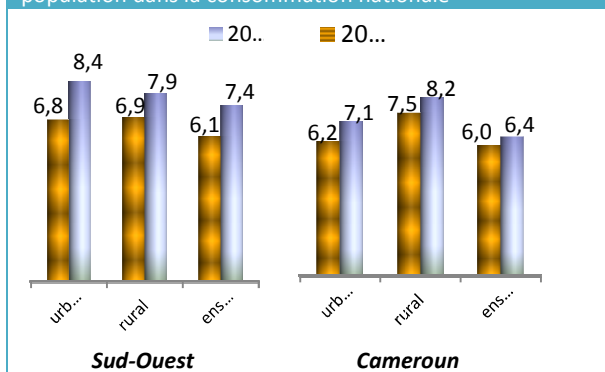
Tableau 3 : Sévérité de la pauvreté (%)

	Urbain		Rural		Ensemble	
	2001	2007	2001	2007	2001	2007
<b>Sud-Ouest</b>	0,3	0,3	6,3	3,1	4,5	2,5
<b>Cameroun</b>	1,6	1	7,7	7,2	5,6	5

Source : ECAM 2 & 3

Toutes ces tendances relatives à la réduction de la pauvreté se confirment par l'augmentation de la part de la consommation des 20% les plus pauvres dans la consommation nationale.

Graphique 1: Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale



Source : ECAM 2 & 3

Au Sud-Ouest, cette augmentation a été plus prononcée que dans l'ensemble, la part de la consommation des plus pauvres étant passée en 6 ans de 6,1% à 7,4% de la consommation totale dans la région.

Au regard de l'évolution de ces indicateurs, il apparaît que la réduction de la pauvreté d'ici 2015 est possible dans la région.

## *Cible 1.B : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif*

### *Situation et tendance*

La lutte durable contre la pauvreté passe par l'accroissement des capacités des pauvres d'accéder aux ressources, en leur garantissant des emplois décents, productifs et stables.

Tableau 4 : Taux d'emploi (en %) (15-64 ans)

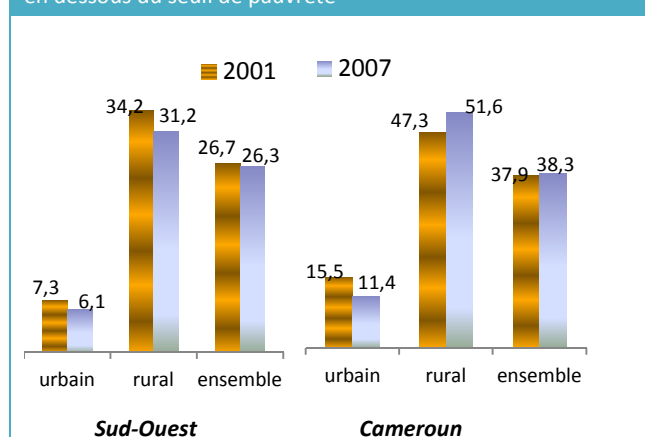
	Rural			Ensemble		
	2001	2005	2007	2001	2005	2007
<b>Sud-Ouest</b>	61,4	74,8	90,5	58,2	72	83,8
<b>Cameroun</b>	77,1	84,5	89,5	66,2	75,1	80,2

Source : ECAM 2 & 3, EESI-2005

Entre 2001 et 2007, la proportion des actifs occupés dans la région a progressé de plus de 20 points, atteignant les 83,8% en 2007.

Lorsqu'on s'intéresse à la position des travailleurs par rapport au seuil de pauvreté, l'on constate une légère amélioration des conditions de vie de ces derniers dans la région, leur taux de pauvreté s'étant réduit entre 2001 et 2007 aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine.

Graphique 2: Proportion (%) d'actifs occupés (15-64 ans) vivant en dessous du seuil de pauvreté



Source : ECAM 2 & 3

Cette évolution est contraire à celle observée au niveau national, où les conditions de vie des travailleurs se sont plutôt dégradées.

La proportion des travailleurs des catégories inférieures, notamment les travailleurs pour propre compte et les aides familiaux, s'est fortement accrue dans la région. Cette évolution ne reflète pas celle observée au niveau national, où la proportion des travailleurs de ces catégories est restée plus ou moins stable.



Tableau 5 : Proportion (en %) de travailleurs pour propre compte et de travailleurs familiaux dans la population occupée (15-64 ans), femmes et hommes

	Rural			Ensemble		
	2001	2005	2007	2001	2005	2007
<b>Sud-Ouest</b>	60,8	67,8	84,3	56,9	62,8	78,5
<b>Cameroun</b>	<b>87,1</b>	<b>85,8</b>	<b>88,8</b>	<b>74,7</b>	<b>74,1</b>	<b>78,3</b>

Source : ECAM 2 & 3, EESI-2005

Dans le cadre de la lutte contre le chômage des jeunes, la région du Sud-Ouest a bénéficié de la mise en place de nombreux programmes d'appui, fruit de la coopération entre le MINADER et plusieurs institutions. Ces projets visent à promouvoir l'auto emploi des jeunes, à faciliter la migration du secteur informel vers le secteur formel, et ciblent particulièrement les domaines de la pêche, de l'élevage et de l'artisanat. Au rang des partenaires au développement, on peut citer la GTZ, le FIDA, la FAO, l'AFD, la BID.

On a ainsi pu observer dans la région un net recul du chômage des jeunes depuis 2001, dont le taux est passé d'environ 40% à moins de 2% en 2007.

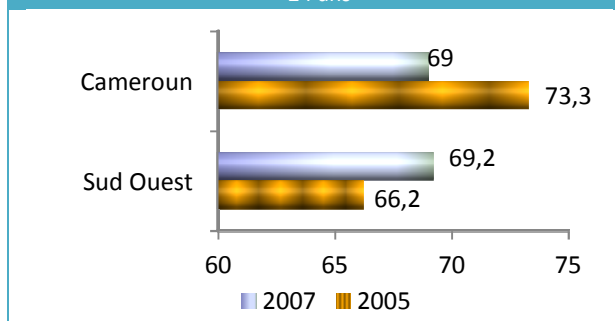
Tableau 6 : Taux de chômage des jeunes de 15-24 ans

	2001	2005	2007
<b>Sud-Ouest</b>	39,8	13,9	1,7
<b>Ensemble</b>	<b>14,4</b>	<b>7,6</b>	<b>4,5</b>

Source : ECAM 2, EESI-2005 & ECAM3

Mais cette baisse du taux de chômage cache en effet un certain nombre de distorsions sur le marché du travail, qu'on peut appréhender à travers le taux de sous emploi.

Graphique 3: Taux de sous emploi global des jeunes de 15-24 ans



Source : EESI-2005, ECAM3

En effet, on note que le taux de sous emploi global a légèrement augmenté dans la région, ce qui traduit le fait que les jeunes continuent de s'insérer dans des emplois précaires.

La perspective d'accès des jeunes aux emplois décents et la réduction du sous emploi visible à moins de 50% d'ici 2020 semble difficilement réalisable.

Il apparaît donc que l'atteinte de la cible de plein emploi en 2015 ne soit pas impossible dans la région. Cependant, cette évolution vers une situation de plein emploi devrait s'accompagner d'une amélioration des conditions des travailleurs. Pour cela, un accent doit être mis sur la création d'emplois décents et rémunérateurs, de manière à prémunir les travailleurs contre la pauvreté.

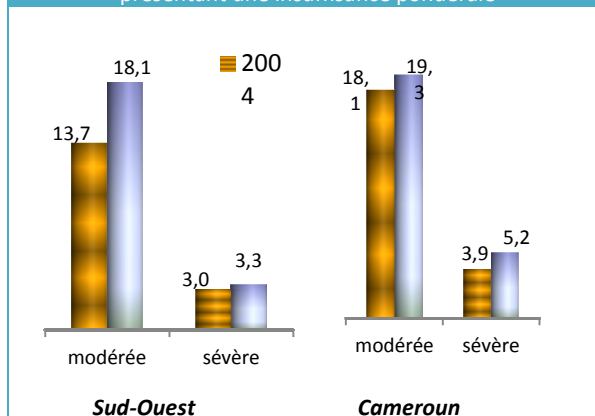
## Cible 1.C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

### Situation et tendance

La recherche de la sécurité alimentaire est une cible privilégiée de lutte contre la pauvreté, et est de ce fait l'objet de la mise en œuvre de nombreux projets d'envergure dans le domaine agricole.

La pauvreté alimentaire des enfants est appréciée par les rapports, âge-poids, âge taille et poids-taille des enfants de moins de 5 ans.

Graphique 4: Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale



Source : EDS3 & MICS3

L'état nutritionnel des enfants reste très préoccupant, puisqu'il s'est visiblement dégradé entre 2004 et 2006. En effet, l'insuffisance pondérale modérée a connu une augmentation importante, passant de 13,7% à 18,1% en 2 ans.

Pour ce qui est de l'insuffisance pondérale sévère, la dégradation de la situation a été moins prononcée. L'on relève aussi que ces deux indicateurs se situent en deçà de ceux enregistrés au niveau national.

Au regard de cette tendance, il est peu probable que l'atteinte de la cible d'ici 2015, qui est de réduire le taux d'insuffisance pondérale modérée à 8%, est fortement compromise. Cependant, cette tendance peut être inversée de manière à se rapprocher des cibles de la vision qui se situent à 12,3% et 8,8% d'insuffisance pondérale modérée en 2015 et 2020 respectivement.

et l'élevage, de manière à accélérer la croissance de la production agropastorale;

- ✓ Assurer un suivi-évaluation continu des programmes et projets retenus ;
- ✓ Améliorer la productivité du travail en milieu rural, notamment par la baisse du prix des intrants agricoles ;
- ✓ Créer des emplois décents et rémunérateurs ;
- ✓ Développer des programmes relatifs à la pratique d'une agriculture moderne ;
- ✓ Favoriser la distribution des semences sélectionnées et des inputs à des prix accessibles ;
- ✓ Former les populations aux techniques modernes dans les domaines de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage ;
- ✓ Désenclaver les zones de production agricoles et pastorales afin de faciliter l'écoulement des produits ;
- ✓ Veiller à la bonne exécution du programme spécial de reconstruction de Bakassi ;

### *Actions à entreprendre*

- ✓ Augmenter la part des dépenses publiques du secteur rural, en particulier l'agriculture



## OBJECTIF 2 : ASSURER UNE EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

La réalisation de cet objectif revient à assurer un accès universel des enfants à l'éducation de base. Le gouvernement camerounais a pour cela réitéré dans le DSCE, ses engagements par

rapport au renforcement de son dispositif éducatif, de manière à assurer, d'ici 2015, la cible de 100% d'achèvement du cycle primaire.

***Cible 2.A: d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le Cameroun, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires***

### Situation et tendance

Le taux net de scolarisation au primaire a connu dans l'ensemble une évolution positive encourageante.

Tableau 7 : Taux net de scolarisation au primaire (6-11 ans fréquentant le primaire ou le secondaire)

	2001			2007			2009*
	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble	Ensemble
Sud-Ouest	82,8	98,0	72	88,0	97,3	93,7	72
Cameroun	68,2	85,1	76,9	66,1	87,7	77,2	83

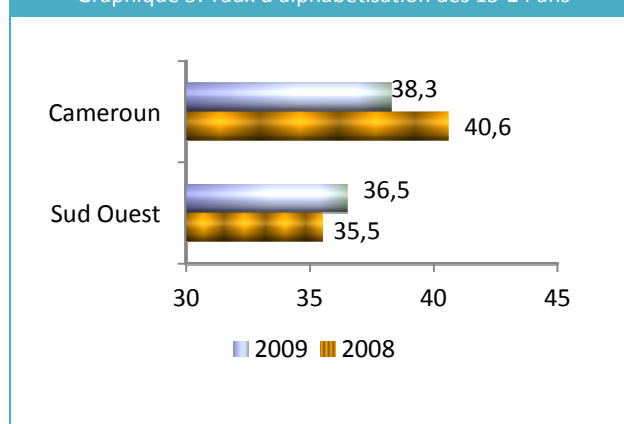
source : ECAM 2 & 3 (\*) Carte scolaire 2008-2009 du MINEDUB

En effet, la scolarisation des enfants est passé 72% à 93,7% entre 2001 et 2007 dans la région du Sud-Ouest, soit une progression de plus de 20 points en 6 ans.

Par rapport au niveau de vie, on constate que l'accès à l'éducation de base est resté quasiment stable chez les non pauvres, alors qu'il s'est nettement amélioré chez les pauvres. Ces évolutions dans la région ne semblent pas refléter celles observées au niveau national, où le taux net global de scolarisation au primaire semble ainsi avoir stagné sur la même période (de 76,9% à 77,2%).

En ce qui concerne l'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans, l'on observe une nette amélioration.

Graphique 5: Taux d'alphabétisation des 15-24 ans



Source : ECAM 2 & 3

En effet, le taux d'alphabétisation des jeunes a augmenté de 2,5 points dans la région, évolution qui se situe au dessus de celle observée au niveau de la moyenne nationale, qui est de 0,8 points.

Ces évolutions remarquables dans le domaine de l'éducation sont le fruit de nombreux efforts consentis par le gouvernement camerounais en termes de contractualisation des agents vacataires, de distribution des manuels scolaires et des matériels didactiques.

Au vu de ces progrès, on peut donc conclure que la convergence vers la cible d'une éducation pour tous en 2015 reste possible. Pour cela, il faudrait assurer la mise en application des engagements prévus dans le DSCE.

## *Actions à entreprendre*

- ✓ Améliorer la qualité des enseignants et leur conditions de travail ;
- ✓ Choisir les programmes appropriés ;
- ✓ Accroître et équiper les infrastructures scolaires et assurer leur maintenance ;
- ✓ Encourager l'accès à l'éducation de base des populations des zones rurales ;
- ✓ Poursuivre le recrutement du personnel enseignant dans le cadre de la contractualisation des enseignants vacataires ;
- ✓ Encourager l'implication du secteur privé dans l'éducation en stimulant la création de écoles et en leur accordant les subventions nécessaires ;
- ✓ Distribuer les manuels scolaires aux enfants nécessiteux ;

## OBJECTIF3 : PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES



photo 4: Journée des jeunes filles scientifiques

Les autorités camerounaises sont conscientes

**Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard**

### Situation et tendance

Les considérations socio culturelles constituent un facteur discriminatoire en faveur des garçons en matière de scolarisation. L'indice de parité filles/garçons permet d'apprécier l'ampleur du phénomène.

Tableau 8 : Indice de parité filles/garçons (6-11 ans) dans l'enseignement primaire

	2001			2007		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
<b>Sud-Ouest</b>	0,87	0,98	0,96	0,99	1,02	1,01
<b>Cameroun</b>	<b>0,88</b>	<b>0,99</b>	<b>0,94</b>	<b>0,89</b>	<b>0,99</b>	<b>0,95</b>

Source : ECAM 2 & 3

Dans l'enseignement primaire, l'indice de parité est assez élevé. Il est passé de 0,96 à 1,01 entre 2001 et 2007 dans la région.

L'évolution a été assez remarquable chez les pauvres de la région, passant de 0,87 à 0,99. Par contre au niveau national, cet indice est resté à peu près stable.

L'indice s'est aussi légèrement amélioré au niveau de l'enseignement secondaire.

que le développement durable doit tenir compte de l'implication équitable du genre dans tous les aspects de la vie, notamment l'éducation, l'emploi et la gouvernance. Ainsi, la promotion de l'égalité des sexes, qui vise à encourager le plein épanouissement des femmes et en particulier de la jeune fille, fait l'objet d'une attention particulière.

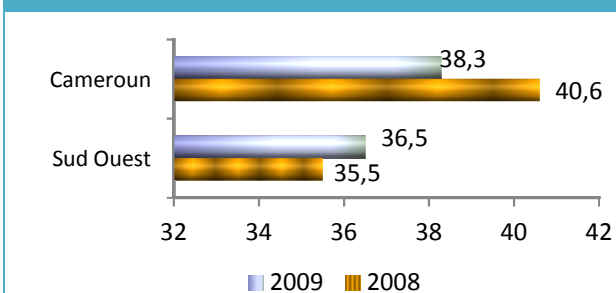
Tableau 9 : Indice de parité filles/garçons (12- 18 ans) dans l'enseignement secondaire

	2001			2007		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
<b>Sud-Ouest</b>	0,91	0,84	0,87	0,90	0,90	0,90
<b>Cameroun</b>	<b>0,75</b>	<b>0,85</b>	<b>0,82</b>	<b>0,80</b>	<b>0,90</b>	<b>0,86</b>

Source : ECAM2&3

L'on observe à ce niveau une tendance à la hausse de l'indice de parité aussi bien dans la région qu'au niveau. Les filles ont donc de moins en moins tendance à quitter le système éducatif après le cycle primaire.

Graphique 6: Taux d'alphabétisation des femmes (15-24 ans) par rapport aux hommes



Source : ECAM 2 & 3

En ce qui concerne l'alphabétisation des adultes, l'indice de parité est assez élevé dans la région, même si on note un léger recul entre 2001 et 2007. Cet indice se situe nettement au dessus de l'indice national.

L'autonomisation des femmes passe inévitablement par la participation de celles-ci à l'activité économique. Sur ce plan, on note que la situation de ces dernières sur le marché du travail s'est dégradée.

Tableau 10 : Pourcentage des femmes 15-64 ans employées dans le secteur non agricole			
	2001	2007	2009
<b>Sud-Ouest</b>	37,1	20,9	18,6
<b>Cameroun</b>	25,0	21,4	27,3

Source : ECAM 2 & 3, RGE-2009

La proportion des femmes employées dans le secteur non agricole a fortement baissé au Sud-Ouest. Elle est passée de 37,1% en 2001 à 20,9% en 2007, puis à 18,6% en 2009. Ce constat traduit les difficultés des femmes de cette région à s'insérer dans les secteurs plus rémunérateurs, ce qui contribue à retarder leur autonomisation. Par contre au niveau national, cet indicateur a sensiblement augmenté entre 2001 et 2009, avec cependant une baisse entre 2001 et 2007.

Sur le plan politique, on observe encore une faible représentation des femmes.

Tableau 11 : Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national			
	Femmes candidates	Proportion de sièges occupés par des femmes	
	2007-2012	2002-2007	2007-2012
<b>Sud-Ouest</b>	13/92	4/15	2/15
<b>Cameroun</b>	204/1 224	19/180	25/180

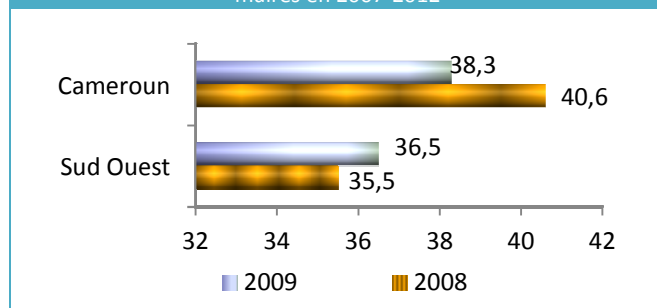
Source : MINATD

En effet, la proportion des femmes candidates au parlement est très faible. La proportion des femmes élues est aussi assez faible. L'on note cependant dans la région une baisse de moitié des postes occupés par les femmes, alors que

c'est plutôt une hausse générale qui a été observée dans le pays.

Les proportions de femmes maires et adjointes aux maires restent aussi assez faibles.

Graphique 7: Proportion de femmes maires et adjointes aux maires en 2007-2012



Source : MINATD

Les résultats obtenus quant à la réduction des disparités entre les sexes au niveau de la scolarisation et de l'alphabétisation sont assez encourageants. Mais des efforts considérables quant à l'atteinte du deuxième volet de l'objectif sont nécessaires.

## Actions à entreprendre

- ✓ Améliorer le cadre juridique en vue de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- ✓ Renforcer la formation des femmes dans tous les ordres d'enseignement ;
- ✓ Le recrutement des femmes dans les emplois salariés, au public comme au privé ;
- ✓ Encourager les femmes à s'investir dans la sphère politique et à prétendre aux postes électifs ;
- ✓ Sensibiliser les parents à la nécessité de l'équité dans la scolarisation de leurs enfants.

## OBJECTIF 4 : REDUIRE LA MORTALITE DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

La bonne santé des populations d'un pays est un atout indispensable pour son développement. C'est pourquoi le gouvernement camerounais a entrepris à

travers l'élaboration en 2001 de sa Stratégie Sectorielle de Santé (SSS) d'améliorer la situation sanitaire des enfants, qui constituent l'un des groupes vulnérables.

### *Cible 4.A : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans*

#### *Situation et tendance*

L'un des objectifs de la Stratégie Sectorielle de Santé est de réduire le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans à 75,8%. Malgré les efforts déployés, on constate que la situation des enfants n'a pas évolué, et s'est même dégradée dans la région.

Tableau 12 : Taux de mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans) ( en ‰)

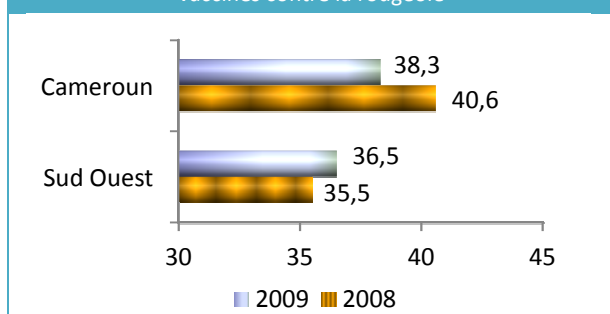
	1991	1998	2004
<b>Sud-Ouest</b>	88,8	98,4	144,0
<b>Cameroun</b>	144,1	146,3	144,0

Source: EDS 1, 2 & 3

La mortalité infanto-juvénile a largement augmenté, passant de 98,4‰ en 1998 à 144‰ en 2004.

Cependant, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) axé sur la protection des enfants de 0 à 5 ans contre certaines maladies a permis de réduire entre 2004 et 2006 la morbidité des enfants.

Graphique 8: Proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole



Source: EDS 3, MICS 3

En effet, la couverture vaccinale a connu une progression remarquable dans la région entre les deux périodes. Cette progression s'observe aussi au niveau national, mais dans une proportion légèrement moindre.

Ainsi, même si l'atteinte de la cible en ce qui concerne la mortalité infanto-juvénile semble improbable à l'échéance prévue, il n'en demeure pas moins qu'on puisse se rapprocher considérablement de la cible si les progrès en termes de couverture vaccinale se conservent.

#### *Actions à entreprendre*

- ✓ Approvisionner toutes les formations sanitaires en vaccins ;
- ✓ Développer davantage de stratégies pour couvrir les cibles les plus reculées ;
- ✓ Renforcer la prévention via la mère en améliorant la couverture vaccinale des femmes enceintes et en encourageant l'allaitement maternel;
- ✓ Renforcer la distribution des moustiquaires imprégnées ;
- ✓ Intensifier la mise en œuvre du programme de supplémentation en vitamine A chez les enfants de moins de 5 ans ;
- ✓ Renforcer la couverture en personnel de santé, surtout dans les zones rurales où le déficit est plus prononcé.

## OBJECTIF 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE

La santé de la mère est une préoccupation majeure dans l'élaboration des stratégies de santé et de lutte contre la pauvreté. En effet, l'amélioration de la santé de la mère constitue

un double avantage en ce sens qu'elle lui permet non seulement d'éviter de perdre la vie en voulant la donner, mais aussi d'améliorer la santé de l'enfant.

### *Cible 5.A : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015 le taux de mortalité maternelle*

#### *Situation et tendance*

Malgré les efforts consentis pour améliorer la santé de la mère à travers la mise en place du programme de santé de la reproduction, les risques de complications liées à la grossesse ont augmenté entre 2004 et 2006.

Tableau 13 : Proportion d'accouchements assistés par le personnel de santé qualifié

	2004	2006
<b>Sud-Ouest</b>	77,8	69,6
<b>Cameroun</b>	<b>61,8</b>	<b>58,9</b>

Source: EDS-3 & MICS-3

En effet, l'accès des mères aux soins de santé et l'encadrement de celles-ci par un personnel de santé qualifié a connu un recul, plus prononcé au Sud-Ouest qu'au niveau national.

Cette dégradation de l'assistance maternelle pendant la grossesse et donc de la non maîtrise des complications obstétricales, couplée à l'émergence de nombreuses maladies, aux grossesses rapprochées et à l'état de pauvreté des populations, compromet indubitablement les chances de réduire substantiellement la mortalité maternelle. Cette tendance pourrait

cependant être inversée si le programme de santé de la reproduction continue d'être mis en œuvre efficacement.

#### *Actions à entreprendre*

- ✓ sensibiliser les femmes aux dangers des accouchements non assistés par du personnel qualifié ;
- ✓ vulgariser les méthodes de contraception ;
- ✓ intensifier les campagnes d'information aux risques des grossesses rapprochées, précoces et aux dangers des avortements ;
- ✓ améliorer les systèmes de surveillance et d'enregistrement pour le suivi des progrès réalisés ;
- ✓ Mettre en place des dispositifs pour assurer la liaison des centres de santé vers des formations plus équipées en cas de complications obstétricales.

## OBJECTIF 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES GRANDES MALADIES

La survenue et la persistance des maladies endémiques et infectieuses inhibent les efforts fournis par un pays pour amorcer un développement durable. La pandémie de l'infection du VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et bien d'autres maladies graves

constituent une sérieuse menace. C'est pour cela que le gouvernement a fait de la lutte contre ces fléaux un axe stratégique de développement, par la mise en place de programmes et structures appropriés.

### *Cible 6.A : D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencer à inverser la tendance*

#### Situation et tendance

Dans le cadre des activités du Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS), le Plan Stratégique National (PSN), dont l'un des axes principaux est de rendre universel l'accès à la prévention des groupes cibles prioritaires, a été adopté en 2005 et couvre la période 2006-2010.

	2006	2007	2008	2009
Sud-Ouest	9,70	8,40	8,60	13,40
Cameroun	8,70	6,70	6,47	6,40

Source: Rapports CNLS 2005 à 2009

Dans la région du Sud-Ouest, le taux de séropositivité chez les femmes enceintes s'est considérablement accru en un an, passant de 8,6% en 2008 à 13,4% en 2009. Cela témoigne d'un relâchement des efforts entrepris depuis la mise en œuvre du PSN. Depuis 2007, la séropositivité enregistrée chez les femmes enceintes dans la région est supérieure à la moyenne nationale. Il apparaît clairement que des efforts supplémentaires devront être déployés pour inverser la tendance.

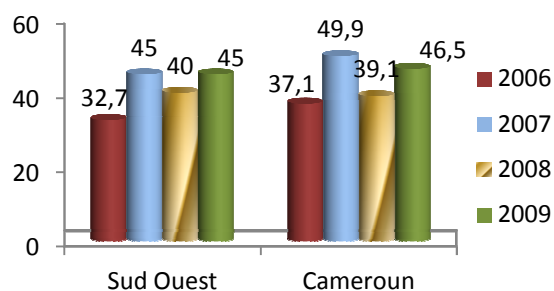
### *Cible 6.B : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle*

#### Situation et tendance

Le paludisme et la tuberculose constituent autant que le SIDA une préoccupation majeure de la politique gouvernementale en matière de santé.

Concernant les soins administrés aux personnes séropositives, les Anti Retro-Viraux (ARV) sont préconisés. A ce sujet, le pourcentage de Personnes Vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) qui y sont éligibles a évolué en dents de scie entre 2006 et 2009, variant de 32% à 45 %.

Graphique 9: Evolution du pourcentage des PVVS éligibles sous ARV (%)



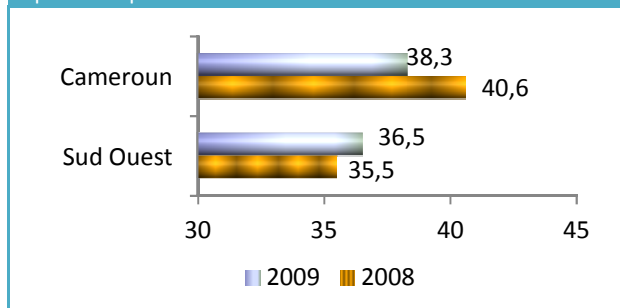
Source: Rapports CNLS 2005 à 2009

La lutte contre la propagation de la pandémie doit impérativement se renforcer dans la région. Une attention particulière devrait davantage être portée aux femmes, et en particulier aux femmes enceintes pour éviter la transmission de la maladie de la mère à l'enfant.

Le paludisme continue d'être fortement présent au sein de la population. On note entre 2008 et 2009 une légère hausse du taux de prévalence du paludisme parmi les patients consultés dans les formations sanitaires de la région.



Graphique 10: Pourcentage de cas de paludisme détectés parmi les patients consultés dans les formations sanitaires



Source: PNLP 2008 &amp; 2009

La distribution des moustiquaires imprégnées aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans a contribué à réduire d'environ 12 points les cas de mortalité due au paludisme chez ces derniers.

Tableau 15 : Taux de mortalité due au paludisme des enfants de moins de 5 ans (%)

	2008	2009
<b>Sud-Ouest</b>	53	41,20
<b>Cameroun</b>	<b>54</b>	<b>50,05</b>

Source: PNLP 2008 &amp; 2009 (et nos calculs)

La situation de la tuberculose est appréhendée par deux indicateurs clés à savoir l'incidence et la prévalence.

En ce qui concerne l'incidence de la maladie, on note une légère amélioration dans la région, même si elle reste encore supérieure à la moyenne nationale.

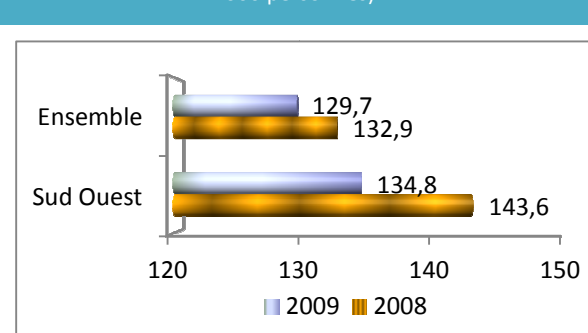
Tableau 16 : Incidence de la tuberculose (nouveaux cas TPM+) pour 100 000 personnes

	2008	2009
<b>Sud-Ouest</b>	82,8	78,7
<b>Cameroun</b>	<b>75,3</b>	<b>75,4</b>

Source: PNLT 2008 et 2009 (et nos calculs)

Le taux de prévalence de la tuberculose (143,6 cas pour 100 000 en 2008 et 134,8 cas pour 100 000 personnes en 2009) est resté supérieur à la moyenne nationale.

Graphique 11 : Prévalence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)



Source: PNLT 2008 &amp; 2009 (et nos calculs)

Au regard de la tendance actuelle des principaux indicateurs, l'objectif semble très peu réalisable à l'horizon 2015. De nombreux efforts sont nécessaires pour se rapprocher des cibles, surtout celle ayant trait au paludisme et à la tuberculose.

## Actions à entreprendre

- Continuer le dépistage volontaire des populations ;
- Multiplier les centres de prise en charge et accentuer la sensibilisation des populations aux dangers des comportements sexuels à risques ;
- Allouer plus de fonds à la subvention des ARV de manière à les rendre accessibles, même pour les plus pauvres ;
- Renforcer l'éducation des femmes enceintes et leur prise en charge rapide et efficace ;
- Continuer la distribution des moustiquaires imprégnées chez les femmes enceintes, les enfants, et rendre leur prix abordable pour tous ;
- Encourager la recherche médicale en vue de stopper la recrudescence de ces maladies mortelles.

## OBJECTIF 7 : ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE

la notion d'environnement durable fait partie intégrante des stratégies de lutte contre la pauvreté. En effet, cette notion stipule que la protection de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations soient prises en compte dans l'élaboration des stratégies, afin de préserver le bien être des générations présentes et à venir.



photo 5: Préparation des plants pour le reboisement

**Cible 7.A : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales**

### Situation et tendance



Photo 6: Utilisation du bois pour la cuisson

Dans le cadre de la lutte pour la protection de l'environnement et la meilleure gestion de la biodiversité, les mesures continuent d'être prises en vue de la réglementation de l'exploitation des ressources disponibles. C'est ainsi qu'entre 2001 et 2007, la proportion des aires protégées du patrimoine forestier et faunique national a augmenté.

Tableau 17 : Proportion des aires protégées pour préserver la biodiversité

	2000	2007
<b>Sud-Ouest</b>	7,8	8,8
<b>Cameroun</b>	13,0	18,8

Source:INS, Annuaire statistiques 2000 & 2008

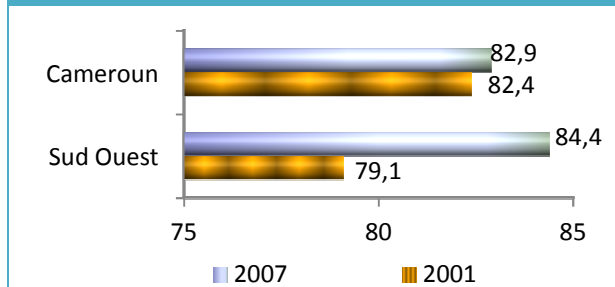
Cet accroissement de la superficie des espaces protégés, couplé aux opérations de reboisement qui ont permis de planter plus de 23 000 arbres en 2009, constituent une stratégie efficace de lutte contre le déboisement.

Ces opérations devraient être accompagnées par une réduction de l'utilisation des

combustibles solides, qui contribue à la pollution et à la destruction des ressources environnementales.

Mais force est de constater que la situation s'est dégradée dans la région, de près de 5 points.

Graphique 12: Pourcentage de la population utilisant les combustibles solides



Source : ECAM2&3

Cette intensification de l'utilisation des combustibles solides et notamment du bois est le fait de l'insuffisance des revenus qui ne permet pas aux ménages, surtout en zone rurale, de se procurer d'autres sources d'énergie.

Les chances d'atteindre la cible en 2015 paraissent incertaines au vu du niveau actuel des indicateurs.

Cependant, de grands espoirs peuvent être fondés sur le plan de gestion environnementale de Bakassi qui est consigné dans la feuille de route 2010 du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature.

***Cible 7.C : Réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base***

### *Situation et tendance*

Les maladies causées par l'eau non potable sont nombreuses et dangereuses. Afin d'éviter les ravages causés par la survenue d'épidémies de maladies hydriques telles que le choléra, les dysenteries et bien d'autres, il est crucial d'assurer aux populations un accès durable à l'eau potable.

Tableau 18 : Proportion de la population ayant accès à une eau potable de boisson

	2001	2007
<b>Sud-Ouest</b>	63,6	43,8
<b>Cameroun</b>	40,6	43,9

Source : ECAM 2 & 3

On remarque malheureusement que malgré les efforts consentis pour étendre l'approvisionnement en eau potable de boisson, une personne sur deux y avait accès en 2007. Néanmoins, la réalisation des taux de 50% et 75% d'accès à l'eau potable en 2015 et 2020 respectivement ne semble pas irréalisable. En plus, la région du Sud-Ouest bénéficie de la mise en œuvre du projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural de la BAD. Ce projet vise à appuyer les efforts du Gouvernement pour améliorer des faibles taux d'accès aux services d'eau potable et d'assainissement et devrait permettre d'atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 60% en 2015 dans la région.

***Cible (7.D) Nationale : Améliorer sensiblement d'ici 2020, l'habitat des camerounais***

### *Situation et tendance*

L'exode rural, la forte pression démographique, l'augmentation des coûts de construction et la persistance de la pauvreté sont des facteurs qui ne favorisent pas l'accès des populations à un cadre de vie décent. La lutte contre la promiscuité et l'assainissement de l'habitat constitue un grand défi.

Pourtant, les conditions de vie des populations du Sud-Ouest se sont fortement dégradées en 6 ans.

Tableau 19 : Proportion de la population ayant accès à des lieux d'aisance décent

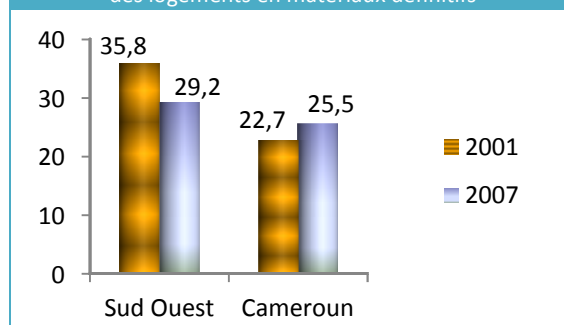
	2001	2007
<b>Sud-Ouest</b>	55,3	29,3
<b>Cameroun</b>	47,7	31,7

Source : ECAM 2 & 3

On relève en effet qu'en 2007, moins du tiers de la population a accès à un lieu d'aisance décent. Cette dégradation du cadre de vie au Sud-Ouest s'observe aussi au niveau de

l'habitat, même si à ce niveau la proportion de la population habitant des logements à matériaux définitifs est restée stable. Cette insalubrité prononcée est la répercussion sur les conditions de vie de la pauvreté monétaire.

Graphique 13: proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs



Source : ECAM 2 & 3

L'amélioration des conditions de vie reste une préoccupation majeure du Gouvernement. Le renforcement et l'extension des actions visant à assurer aux populations un cadre de vie décent leur permettant ainsi d'éviter les maladies dues à l'insalubrité est indispensable.

## *Actions à entreprendre*

- ✓ Assurer l'effectivité de la construction sur l'ensemble du territoire des 1 200 000 latrines prévues dans le DSCE d'ici 2020 ;
- ✓ Informer les populations sur les risques de construction dans des endroits inappropriés, notamment les flancs des montagnes, les marécages... ;
- ✓ Etendre le réseau de distribution de l'eau à toutes les villes et zones du pays ;
- ✓ Renforcer le programme d'adduction d'eau potable en zones rurales ;
- ✓ Mettre en œuvre efficacement les projets de construction de logements sociaux et assurer leur meilleure gestion en faveur des pauvres ;
- ✓ Continuer les opérations de reboisement et la mise en application des textes réglementant l'exploitation des ressources forestières.

## OBJECTIF 8 : METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT

La mise en place d'un partenariat mondial pour le développement est un levier précieux pour l'émergence de notre pays. Il s'agit d'établir la coopération avec des partenaires techniques et financiers, de renforcer l'intégration régionale et sous régionale, de consolider les relations de

partenariat, de diversifier les partenaires commerciaux... La mise en place réussie d'un tel partenariat devrait permettre le transfert rapide de technologies et de ressources, ce qui contribuera à coup sûr à soutenir une croissance durable.

*Cible 8.E : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous*

### Situation et tendance

Le développement et la vulgarisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent sans doute l'avancée la plus spectaculaire du siècle. Mais malgré la présence de trois grands opérateurs de téléphonie fixe et mobile au Cameroun, l'accès aux moyens de communication reste très limité. Ainsi, dans la région du Sud-Ouest, on recensait en moyenne 159 téléphones portables pour 1000 habitants en 2007. L'accès est encore beaucoup plus réduit en ce qui concerne le téléphone fixe, où seulement 4 personnes sur 1000 en possèdent.

Cette situation est due à une insuffisance prononcée de l'offre de lignes téléphoniques.

La poursuite des investissements prévus dans le cadre de référence de l'action gouvernementale s'avère ainsi indispensable pour accroître l'accès des populations aux TIC. Elle prévoit la mise en place des cadres qui permettent la modernisation des infrastructures, l'extension de la couverture géographique, le déploiement progressif de la fibre optique, la densification des réseaux mobile et fixe, et l'amélioration de la qualité de service.

### Actions à mener

Tableau 20 : Indicateurs d'accès aux TIC en 2007

	Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 100 0 habitants	Nombre de téléphones portables pour 1000 habitants	Nombre d'ordinateurs personnels pour 1000 habitants
<b>Sud-Ouest</b>	4	159	3
<b>Cameroun</b>	10	171	6

Source : ECAM 3

## ANNEXES

### Annexe1 : Aperçu de la situation au regard du progrès vers la réalisation des OMD

N°	Objectifs	Cibles mondiales et nationales	L'objectif ou la cible sera-t-il (elle) atteint(e)?		Etat de l'environnement favorable
			2015	2020	
1	Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	<b>Cible 1.A</b> : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur 1,25 dollar PPA par jour	invraisemblablement	invraisemblablement	Moyen
		<b>Cible 1.B</b> : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif	Potentiellement	Probablement	Faible
		<b>Cible 1.C</b> : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
2	Assurer l'éducation primaire pour tous	<b>Cible 2.A</b> : d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	Potentiellement	Probablement	Fort
3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Cible 3.A</b> : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	Potentiellement	Probablement	Moyen
4	Réduire la mortalité infantile	<b>Cible 4.A</b> : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	invraisemblablement	invraisemblablement	Faible
5	Améliorer la santé maternelle	<b>Cible 5.A</b> : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	invraisemblablement	Potentiellement	Moyen
6	Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	<b>Cible 6.A</b> : D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	Potentiellement	Potentiellement	Moyen
		<b>Cible 6.B</b> : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle	invraisemblablement	Potentiellement	Faible
7	Assurer un environnement durable	<b>Cible 7.A</b> : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales	Potentiellement	Probablement	Moyen
		<b>Cible 7.C</b> : Réduire de moitié, d'ici à 2015, la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	Probablement	Probablement	Faible
		<b>Cible (7.D) Nationale</b> : Améliorer sensiblement d'ici 2020, L'Habitat des camerounais	Potentiellement	Probablement	Faible
8	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	<b>Cible 8.E</b> : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordées à tous	Potentiellement	Probablement	Fort

## Annexe2 : Récapitulatif des indicateurs

		Période 1		Période 2		Période 3	
N°	Indicateurs	Sources	Valeur	Sources	Valeur	Sources	Valeur
	<b>OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim</b>						
1.1	Pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté national	ECAM1 2001	53,3	ECAM2-2001	33,8	ECAM3-2007	27,5
1.2	Indice d'écart (profondeur) de la pauvreté			ECAM2-2001	10,5	ECAM3-2007	6,9
1.3	Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale			ECAM2-2001	6,1	ECAM3-2007	7,4
1.4	Production par personne occupée, en dollars constants						
1.5	Taux d'emploi (Ratio emploi/population) des 15-64 ans	ECAM2-2001	58,2	EESI1-2005	72	ECAM3-2007	83,8
1.6	Proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25 dollar PPA par jour			ECAM2-2001	37,9	ECAM3-2007	38,3
1.7	Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée, femmes et hommes des 15-64 ans	ECAM2-2001	56,9	EESI1-2005	62,8	ECAM3-2007	78,5
	Taux de chômages des jeunes âgés de 15 à 24 ans	ECAM2-2001	39,8	EESI 1-2005	13,9	ECAM3-2007	1,7
	Taux de chômages garçons âgés de 15 à 24 ans	ECAM2-2001				ECAM3-2007	
	Taux de chômages des filles âgées de 15 à 24 ans	ECAM2-2001				ECAM3-2007	
	Taux de sous emploi global des jeunes âgés de 15 à 24 ans			EESI 1-2005	66,2	ECAM3-2007	69,2
1.8	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance modérée			EDS 3-2004	13,7	MICS3-2006	18,1
	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance sévère			EDS 3-2004	3,0	MICS3-2006	3,3
	<b>OMD 2 : Assurer une éducation primaire pour tous</b>						
2.1	Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire			ECAM2-2001	72	ECAM3-2007	93,7
2.1A	Taux de fréquentation scolaire dans le primaire					ECAM3-2007	75,5
	Proportion d'élcoliers achevant un cycle complet d'études primaires	MINEDUC-03/04	57,9	MINEDUB-06/07	64,3	MINEDUB-08/09	72,6
2.3	Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans, hommes et femmes			ECAM2-2001	94,2	ECAM3-2007	96,7
	<b>OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes</b>						
3.1	Indice de parité des sexes dans l'enseignement primaire			ECAM2-2001	0,96	ECAM3-2007	1,01
	Indice de parité des sexes dans l'enseignement secondaire			ECAM2-2001	0,87	ECAM3-2007	0,90
	Taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes			ECAM2-2001	0,99	ECAM3-2007	0,97
3.2	Pourcentage des femmes de 15-64 ans employées dans le secteur salarié non agricole	ECAM2-2001	37,1	ECAM3-2007	20,9	RGE-2009	18,6
3.3	Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national			MINATD-2002	4/15	MINATD-2007	2/15
3.3A	Proportion des femmes candidates au parlement national			MINATD-2002		MINATD-2007	13/92
3.3B	Proportion des femmes maires			MINATD-2002		MINATD-2007	6,7
3.3C	Proportion de femmes adjointes aux maires			MINATD-2002		MINATD-2007	20,0
3.3D	Proportion des femmes conseillères municipales						
	<b>OMD 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans</b>						
4.1	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes	EDS 1-1991	88,8	EDS 2-1998	98,4	EDS 3-2004	144,0
4.2	Proportion d'enfants de 12-23 mois à qui l'on a administré au moins une dose de vaccin contre la rougeole			EDS 3-2004	63,1	MICS 3-2006	82,2
4.3	Taux de mortalité infantile	EDS 1-1991	80,5	EDS 2-1998	79,8	EDS 3-2004	74,0
	<b>OMD 5 : Améliorer la santé maternelle</b>						
5.1	Taux de mortalité maternel pour 100 000 naissances vivantes			EDS 2-1998	430	EDS 3-2004	669
5.2	Proportion d'accouchement assistés par du personnel de santé			EDS 3-2004	77,8	MICS3-2006	69,6



N°	Indicateurs	Période 1		Période 2		Période 3	
		Sources	Valeur	Sources	Valeur	Sources	Valeur
	qualifié						
	<b>OMD 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres grandes maladies</b>						
	Taux de séropositivité des femmes enceintes	CNLS-2006	9,7	CNLS-2008	8,6	CNLS-2009	13,4
	Pourcentage de PVVS éligibles sous ARV	CNLS-2006	32,7	CNLS-2008	40	CNLS-2009	45
	Pourcentage de femmes séropositives éligibles sous ARV	CNLS-2006	32,2	CNLS-2008	44,5	CNLS-2009	46,4
	Taux de prévalence du paludisme	MINSANTE-2005	15,0	MINSANTE-2008	8,7	PNLP-2009	9,7
	Pourcentage de cas de paludisme détectés parmi les patients en consultation			PNLP-2008	35,5	PNLP-2009	38,3
	Part de décès dû au paludisme			PNLP-2008	42,5	PNLP-2009	28,9
	Part de décès dû au paludisme parmi les enfants de moins de 5 ans			PNLP-2008	53	PNLP-2009	41,2
	Nombre de nouveaux cas de tuberculose par population de 100 000 (à l'exclusion des personnes séropositives au VIH)			PNLT-2008	82,8	PNLT-2009	134,8
	Taux de prévalence de la tuberculose			PNLT-2008	143,6	PNLT-2009	134,8
	<b>OMD 7 : assurer un environnement durable</b>						
7.1	Proportion d'aires terrestres protégées			MINFOF-2000	13,0	MINFOF-2008	18,8
7.8	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable de boisson			ECAM2-2001	63,6	ECAM3-2007	43,8
7.9	Proportion de la population ayant accès à une toilette décente			ECAM2-2001	55,3	ECAM3-2007	29,3
	Proportion de la population utilisant les combustibles solides			ECAM2-2001	79,1	ECAM3-2007	84,4
	Proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs			ECAM2-2001	35,8	ECAM3-2007	29,2
	<b>OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement</b>						
8.14	Nombre de lignes téléphoniques fixes pour 100 habitants					ECAM3-2007	4
8.15	Nombre de téléphones portables pour 1000 habitants					ECAM3-2007	159
8.16	Nombre de connections Internet pour 1000 habitants					ECAM3-2007	3
	Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants						
	Proportion de ménages ayant un téléphone mobile et une carte SIM active (%)	MINPOSTEL-2004	/	MINPOSTEL-2006	40	MINPOSTEL-2008	64,9
	Proportion de ménages disposant d'un accès Internet (%)	MINPOSTEL-2004	1,6	MINPOSTEL-2006	3,98	MINPOSTEL-2008	5,2

## EQUIPE DE REDACTION

### Supervision

1. TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS
2. SHE ETOUNDI Joseph, Directeur Général Adjoint de l'INS

### Coordination technique

1. OKOUDA Barnabé, Chef de Département de la Coordination et de la Recherche
2. ABANDA Ambroise, Chef de Division de la Coordination Statistique

### Equipe technique de rédaction

- |   |                                 |
|---|---------------------------------|
| 1. TCHOMTHE Séverin, <i>Chef d'équipe</i> | 14. GUEMO KITIO Claudin Ford    |
| 2. TATSINKOU Christophe                   | 15. KAMGAING YOUGBISSI Léonie G |
| 3. TCHAMAGO KOUDEU Olivier                | 16. MBENTY Jacqueline           |
| 4. KANA KENFACK Christophe                | 17. MODOU SANDA                 |
| 5. AUGUSTIN AWE Jean Louis                | 18. NGAH Adèle Zoriphie         |
| 6. BELECK MATOH Armand                    | 19. NGATTI Ambrouasse           |
| 7. CHOMTEU KOUAM Sorel                    | 20. NKORO Jacques Henri         |
| 8. DJIALEU Eric Lambert                   | 21. SANDJONG TOMI Diderot Guy   |
| 9. ELANGA MENDOUGA Etienne Jodelle        | 22. TAFOUEDA Beaudelaire        |
| 10. ESSAMBE BOME Vincent Ledoux           | 23. TAGNE FOTSO Jean Roger      |
| 11. ESSOMBA NKOULOU Thaddée               | 24. TEPONGNING MEGNIFO Hervé    |
| 12. ESSOME KOUBOKO Mireille Patricia      | 25. TIOMO Dieunedort            |
| 13. FODJO TOUKAM Raoul Anderson           | 26. ZE Albert, stagiaire        |

### INS, Agences régionales

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| 1. DJITUPURI Emmanuel, <i>Adamaoua</i> | 6. CHOUNDONG, <i>Nord</i>             |
| 2. TCHOUANGTE Robert, <i>Centre</i>    | 7. ZAFACK Martin, <i>Nord Ouest</i>   |
| 3. TAKOUGANG ZEUKENG Eric, <i>Est</i>  | 8. NGO NYEMB epse BAKET, <i>Ouest</i> |
| 4. LIENOU, <i>Extrême Nord</i>         | 9. MBARGA OWONA Paul, <i>Sud</i>      |
| 5. TAMCHE Joseph, <i>Littoral</i>      | 10. ETO Guy Sylvain, <i>Sud Ouest</i> |

### Participants aux ateliers d'exploitation des données, de finalisation et de validation

- |   |   |
|---|---|
| 1. NDEFFO GOUOPE Guy, <i>INS/DIB</i>                  | 10. CHAMENI NEMBWA, <i>CPE/DPPS</i>                 |
| 2. FANMOE Alex Janvier, <i>INS/DDS</i>                | 11. ZRA ISSA, <i>MINEPAT/DADM/MINEPAT</i>           |
| 3. GEUWOU Ghislain Gilles, <i>INS/DDS</i>             | 12. MINSO'O née BELINGA Gisèle, <i>MINADER/DESA</i> |
| 4. MATENE SOB Angélique Lucile, <i>INS/DSA</i>        | 13. ASSONGUO Séraphin, <i>MINESEC</i>               |
| 5. TSOUNGUI MBARGA Julien, <i>SDSR/MINEPAT</i>        | 14. MPACTSE NGADE Jean, <i>MINSANTE</i>             |
| 6. BENE Henock, <i>INS/DSE</i>                        | 15. BAHA Angèle, <i>MINEPAT</i>                     |
| 7. OWOUNDI Parfait, <i>MINEPAT/DSR</i>                | 16. MOUANGUE Francis, <i>PNUD/CADRE</i>             |
| 8. MENDO Christian Wilfried, <i>Stagiaire INS/DCR</i> | 17. EHINI Lucien Hervé, <i>DYNAMIQUE CITOYENNE</i>  |
| 9. TCHONANG Claude, <i>MINEDUB</i>                    | 18. ZE Sandrine, <i>Assistante PNUD/CADRE</i>       |